

**ARRETE MUNICIPAL N°2017-15**

**11 mai 2018**

**ARRETE DEMANDE D'AUTORISATION DE VOIRIE :  
TRAVAUX**

**Le Maire,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

**Vu** le Code de la route ;

**Vu** le Code de la voirie routière ;

**Vu** la demande de la société ORANGE en date du 11 mai 2018 qui souhaite effectuer des travaux (recherche et rehausse de chambre par L3T) en occupant temporairement le domaine public 23 rue Haie Le Bailly ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux ;

**ARRETE :**

**Article 1**

Durant la semaine 23 (1<sup>ère</sup> semaine de juin, la société ORANGE est autorisée à procéder à effectuer les travaux de recherche et rehausse de chambre par LT3 au 23 rue Haie Le Bailly.

**Article 2**

Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 3**

Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 4**

Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 5**

Le permissionnaire précisera au maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

## ARRETE MUNICIPAL N°2017-15

11 mai 2018

### Article 6

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.

### Article 7

La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les trois mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Fait à Silly-Sur-Nied, le 11 mai 2018



Signature et cachet



**ARRETE MUNICIPAL N°2017-15**

**11 mai 2018**



